

Le 11 octobre 1997 - 18:07

---

## LES ATTENTES DES LECTEURS

**Après avoir examiné ce qu'est l'environnement dans la presse et dans la tête des journalistes spécialisés, nous avons voulu connaître l'avis du principal intéressé: le lecteur.**

Pour tenter d'approcher les souhaits du lecteurs, nous avons fait réaliser un enquête exclusive par l'institut CSA. Il nous a permis de savoir, autant que faire se peut par le biais d'un sondage, ce que pense le public du traitement de l'actualité environnementale dans les médias, de connaître ses attentes et ses frustrations; afin de les comparer avec les différents résultats de nos études.

Nous avons également cherché à comprendre l'évolution de la sensibilité des Français par rapport aux questions d'environnement et de protection de la nature en partant à la recherche des enquêtes et sondages réalisés sur ces thèmes par le passé. Un voyage qui également réservé quelques surprises.

### **Les étonnants résultats d'un sondage exclusif**

Le sondage a été effectué les 18 et août 1997 auprès d'un échantillon national de 1004 personnes âgées de 18 ans et plus. Ses résultats sont extrêmement intéressants. Ils montrent que le contenu rédactionnel de la presse généraliste, du point de vue de l'actualité qui nous intéresse, ne correspond pas avec ce qu'en attendent les lecteurs. Autrement dit, le contenu (sur ce point) des journaux ne correspond pas vraiment à la demande en la matière. Une constatation plutôt dérangeante. Cette comparaison est particulièrement intéressante avec notre seconde lecture de la presse au mois de juin 1997, puisqu'elle en est très proche.

Disons pour résumer que les journaux fournissent d'abord, et parfois essentiellement, de l'information sur la "nature", ses beautés et ses problèmes; alors que le lecteur paraît souhaiter que les journaux évoquent d'abord ce qui le touche directement dans sa vie quotidienne: la pollution de l'air qu'il respire, la qualité de l'eau qu'il boit, la salubrité des bâtiments qu'il

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

habite. Bref, plutôt l'environnement proche et quotidien et non l'environnement spectacle des grands espaces. Alors que les sujets "nature" sont de loin les plus nombreux dans l'ensemble des titres que nous avons étudiés, les lecteurs souhaitent plus d'articles sur les pollutions et ne placent la nature qu'au sixième rang de leurs préoccupations.

Pour chacune des trois questions posées nous reproduisons à la fois l'intégralité des réponses et, en annexe, les analyses du CSA; et nous tentons un commentaire, voire une explication. Explications par définition subjectives. Chacun des lecteurs de ce livre pourra s'en construire un autre plus ou moins différente, selon sa sensibilité ou la lecture qu'il fera de l'analyse sociale et politique des réponses; et évidemment selon le rappel des sondages sur la sensibilité des Français que nous résumons à la fin de ce chapitre. Ces sondages sont évidemment et également à comparer avec l'évolution des préoccupations des journalistes telles qu'elles sont évoquées dans le premier chapitre.

Ces résultats méritent une réflexion de notre part et éventuellement une modification de comportement, même si le travail des journalistes ne peut pas être exclusivement conditionné par les goûts ou inclinations supposés du public, surtout lorsqu'ils sont mesurés par sondage. Car si, dans les années 70, au moment où la sensibilité du public était très différente, c'est à dire très "protection de la nature", nous avons cédé à cette facilité, un certain nombre de situations difficiles et de problèmes cruciaux n'aurait pas été révélés et finalement placés en tête des préoccupations. A cette époque il s'agissait d'aller à contre-courant de l'opinion publique, de l'opinion des politiques et de l'opinion des rédacteurs en chef. Si les premiers journalistes spécialisés avaient choisi de ne parler que de protection de la nature dans les années 70, si dans ce secteur de l'environnement, le journalisme d'investigation n'avait pas progressé, les questions de pollution de l'air ou de l'eau où les interrogations sur le nucléaire ne seraient pas aujourd'hui en tête des inquiétudes manifestes du plus grand

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

nombre. Mais, quand même, ceci étant rappelé, se discerne dans le sondage du CSA, quelles que soient les distances qu'il faut prendre avec les sondages cherchant à cerner les questions d'environnement, une réalité ou des tendances qu'il nous sera difficile d'ignorer. Ou alors aux risques et périls de notre spécialisation.

## **La place de l'environnement dans les médias**

Question: pensez vous que les problèmes de nature et d'environnement occupent dans les médias suivants, trop de place, pas assez de place ou suffisamment de place.

## **Les résultats fournis par le CSA**

*(Reproduction des réponses, résultats par catégories en annexe)*

## **Notre analyse**

Le constat, toutes catégories de presse confondues, est sans appel: lecteurs, auditeurs et téléspectateurs estiment majoritairement que la place offerte à ces questions n'est pas suffisante. Ceci est d'autant plus intéressant ou surprenant, que le sondage survient au terme d'une période au cours de laquelle la presse, tous médias confondus, a connu un accroissement du volume de ses articles et de ses émissions dans ce domaine. Nous l'avons vérifié par une série de "sondages" dans les collections de journaux et par un examen rétrospectif des dépêches de l'Agence France-Presse.

Pour la radio et la télévision nous avons la même "impression" de spécialistes, mais il ne s'agit seulement là que d'une impression, puisque nous ne disposons pas de relevés précis. Cette impression sur l'audiovisuel peut être tempérée ou plus exactement examinée par rapport à une autre réalité: il n'est pas impossible que les radios et les télévisions traitant souvent les problèmes d'environnement comme des "faits divers", et en l'absence de grand magazines sur la plupart des chaînes publiques et privées, les auditeurs et les téléspectateurs aient l'impression de ne pas avoir été informés en profondeur au delà

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

de l'éventuel sensationnel. Tant il est vrai que de traiter de la pollution de l'air ou de l'apparition du loup dans le Parc national du Mercantour avec une séquence de 2 à 5 minutes au maximum, relève de la gageure, le journaliste étant contraint de simplifier et de ramener l'information au minimum. Au risque de frustrer l'auditeur ou le téléspectateur et de l'amener à oublier qu'il a été, d'une certaine façon, informé ou au moins que son attention a été attirée. L'expérience nous montre, à chaque reportage, que le -lecteur-télespectateur est écartelé entre deux sentiments qui ne sont contradictoires qu'en apparence: "les journalistes disent n'importe quoi" ou "personne n'a jamais parlé de ce sujet". Dans les deux cas la référence unique, de ce lecteur-télespectateur est la télévision considérée comme baromètre universel. Le plus étonnant est que le milieu associatif ou les milieux professionnels chargés de suivre l'évolution de l'information qui les intéresse tombe souvent dans le même travers...

Il nous semble, après des conversations avec des spécialistes de chaque type de média, que le passage de 51% de la catégorie "pas assez de place" dans la radio à 43% pour la presse magazine correspond à la façon dont les différents médias sont pris en compte. D'abord, on oublie très vite ce qui est passé à la radio, surtout si l'information est brève; et ensuite les magazines ayant une durée de vie ou de lecture plus longue, les grandes enquêtes restent mieux dans le souvenir. Ce phénomène joue un peu pour le journal télévisé. Lequel est condamné à privilégier la forme au dépend du fond. On oublie vite la petite "pilule" d'infos et seule l'événement environnementaliste exceptionnel restera.

Ce qui nous apparait (voir résultats détaillés en annexe) à la fois passionnant et prometteur: que le pourcentage des jeunes regrettant la faible place accordée à ces informations soit très largement supérieur aux autres catégories d'âge. De façon très nette, l'insatisfaction est régulièrement et inversement proportionnelle à l'âge, passant par exemple pour la radio, de 66 % pour les 18/24 ans à 37 % pour les plus de 65 ans. Alors que la

Le 11 octobre 1997 - 18:07

radio est de toute évidence le média le plus prisé par les jeunes qui ne sont que 5% à ne pas avoir d'opinion sur ce point. Cette "ignorance" des jeunes est d'ailleurs également faible pour tous les médias. On notera aussi que c'est à gauche que l'insatisfaction est la plus importante, que l'on considère la famille politique ou le vote lors des élections présidentielles et législatives.

Enfin que 70% des écologistes pensent que la presse ne consacre pas assez de place aux problèmes d'environnement, ne surprendra personne. Ce qui est surprenant, dans le fond, c'est qu'ils ne soient que 70% à exprimer ce sentiment...

### **Les thèmes qui intéressent les Français**

Question: toujours en matière d'environnement et de nature, quels sont les thèmes qui devraient être traités plus souvent par les médias ?

*(Reproduction des réponses fournies par la CSA)*

### **Notre analyse**

Les Français interrogés donnent la priorité à l'information sur la qualité de l'air et, dans une moindre mesure, sur la sûreté nucléaire. Ils considèrent donc que ces questions ne sont pas réglées et surtout qu'ils veulent en savoir plus. Une première explication évidente: ce sont des questions liées à la santé. Les femmes sont d'ailleurs plus sensibilisées sur ces sujets. Ensuite, les deux derniers ministres de l'Environnement ont mis sur l'accent sur ces questions dans leur politique d'action et de communication, créant en même temps l'information et un besoin d'information.

Une partie des membres de l'association ont été surpris, et certains déçus, par la hiérarchisation proposée par les personnes sondées. D'autant plus que ce classement est, au moins partiellement, contradictoire avec ce qui est effectivement publié par les journaux; il l'est également avec les réponses apportées par les journalistes quand il leur est demandé ce qui

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
leur apparait le plus difficile ou le plus facile à faire accepter par leurs rédactions en chef. Ceci, pour le deuxième point, tous médias confondus. Sur cette hiérarchisation comme sur quelques autres on peut déjà considérer que nous n'offrons pas vraiment ce qui est attendu par le public. Quelles que soient les bémols déontologiques ou les explications que l'on peut opposer à cette évaluation des préférences des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

Il existe une explication confortée par l'analyse des sondages effectuées depuis une vingtaine d'années sur les inquiétudes des Français dans le domaine de la nature et de l'environnement. Pour une bonne partie de l'opinion, l'application progressive et relativement efficace de la loi de 1976 sur la protection de la nature, paraît avoir "régulé la question". A tort ou à raison, s'appuyant sur les séquences documentaires de plus en plus nombreuses, sur la disparition des émissions naturalistes "critiques", sur l'ouverture au public des réserves naturelles et des parcs nationaux -plusieurs millions de visiteurs par an-, sur le fait qu'il est de plus en plus facile d'apercevoir des grands mammifères ou des oiseaux qui avaient plus ou moins disparu, les Français considèrent que les espaces sensibles, les paysages et les espèces animales ou végétales sont désormais bien protégés. Ils parcourent les espaces ou voient les espèces lorsqu'ils sortent des villes où vivent la majorité d'entre nous. Nous pensons, en accord avec les spécialistes qui réfléchissent à sur ces questions depuis longtemps (Notamment Marie-Odile Guth, Directrice de la protection de la nature et des paysages au Ministère de l'Environnement), que cette explication a vraiment de l'importance. Un biais de plus dans l'interprétation des sondages portant sur l'environnement. La difficulté étant qu'il est difficile de savoir avec certitude dans quel sens les réponses ou les impressions conduisant aux réponses sont biaisées.

Ces réponses peuvent aussi traduire la difficulté des associations traditionnelles de protection de la nature à communiquer sur ces thèmes, dans la mesure où elles persistent à

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

utiliser un vocabulaire de spécialistes. On peut résumer cette place modeste de la nature de la façon suivante: à tort ou à raison les Français semble estimer que la question est réglée de façon satisfaisante et que paysage et espèces sont définitivement préservés, que le ministère de l'environnement a fait son travail. Mais, par exemple, le succès des numéros de Paris-Match contenant un cahier nature avec des photos, apparait comme une contradiction. Mais nous avons noté que, de façon très relative bien sur, ce sont les plus jeunes qui attachent de l'importance à la question de la protection des espèces sauvages. La courbe des pourcentages est, sur ce point précis, inverse à celle que nous pensions trouver.

Pour accroître la confusion et les doutes, il faut aussi se référer à notre interview de Paul Nahon expliquant que l'émission "Envoyé spécial" consacrée à la pollution de l'air a fait l'un des scores d'audimat les plus catastrophiques des dernières années...

Egalement surprenant: le classement très moyen du bruit alors qu'il était placé quasiment en tête des préoccupations il y a une vingtaine d'années; et alors qu'il est de plus en plus rarement évoqué dans les journaux. Deux hypothèses: ou bien l'insonorisation a vraiment fait de gros progrès comme l'affirment les experts du ministère de l'environnement ou bien les Français se sont habitués à vivre avec le bruit considéré -à tort- comme une sorte de rançon à payer pour la vie en ville. La première hypothèse se placerait dans le même cadre que le désir affaibli de lire des informations sur la protection de la nature: les Français préféreraient s'intéresser à ce qui pose encore problème ou semble encore poser problème.

Dans ce domaine des deux grands types de pollution et du nucléaire, chacun trouvera sa propre logique à la répartition des réponses par catégorie socio-professionnelle et par sympathie politique. Car pour nous, aucune tendance particulière ou remarquable ne semble s'en dégager. Sauf peut-être en ce qui concerne les réponses des sympathisants du Front National ou de

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
Jean-Marie Le Pen. Mais pour ce secteur de l'opinion, le CSA recommande de la prudence dans l'interprétation des résultats.

En ce qui concerne les gens déclarant une sensibilité écologiste, le classement des thèmes qui devraient être plus souvent traités par la presse, ne diffère pas de façon très marquée des autres sensibilités, sauf sur la protection de la nature et celle des paysages. Ils apparaissent en général en cohérence avec la gauche. Une constante que l'on retrouve dans les sondages récents: l'écologisme et la défense de la nature se portent majoritairement à gauche, ce qui n'était pas le cas il y a 25 ans, au moment où l'expression "écologie politique" est entrée en concurrence avec l'ancienne expression "protection de la nature".

Quant au très faible intérêt pour les questions de désertification, curieusement partagée par les écologistes, on ne peut qu'y voir d'une part le résultat du peu de place qu'y consacrent les journaux et d'autre part la conséquence d'un évident gallo-centrisme, les Français se sentant peu concernés par ce qui se passe en dehors de leurs frontières et plus particulièrement dans les pays du sud en voie de développement. Pour qu'ils s'y intéressent, il faut flécher directement les questions, donc interroger directement sur les différents éléments de ce thème "exotique". Les réactions sont tout à fait différentes, par exemple, en Allemagne et dans les pays scandinaves.

### **L'actualité qui marque, celle qui s'oublie...**

Question: parmi la liste suivante, quelle est l'information relative à l'environnement et à la nature qui vous a le plus marqué dernièrement ?

*(Résultats tels que fournis par le CSA)*

Les réponses à cette question sont à peu près cohérentes, sinon dans le détail tout au moins dans la hiérarchisation, avec celles fournies à la deuxième question. Mais elles montrent aussi que les choix indiquées ne correspondent pas toujours à la place

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

ou au retentissement qui leur était accordée, dans cette période estivale, par les médias. Premier exemple: au moment du sondage, le Sommet de la terre était déjà terminé (donc, théoriquement, oublié) depuis près de deux mois après avoir fait l'objet d'un nombre plutôt faible d'articles et d'émissions; or il n'est pas trop mal placé. Deuxième exemple contraire: la fermeture de Superphénix et l'abandon du Canal Rhin-Rhône, deux thèmes qui avaient mobilisé journaux et médias audiovisuels durant plus d'un mois, ce qui est très long, avant le sondage. Dernier exemple: en ce qui concerne les nouvelles pistes de Roissy, alors que le chiffre est de 1%, c'est à dire négligeable, la presse a publié dans les trois semaines précédant le sondage, de très nombreux articles consacrés à cette question présentée comme l'un des enjeux au sein du nouveau gouvernement. Ce qui montre le divorce, sans qu'il faille le regretter ou s'en féliciter, entre les préoccupations des journaux et celles de leurs lecteurs. Mais il est vrai aussi, que dans la banlieue de Perpignan, les pistes de Roissy peuvent difficilement être la préoccupation dominante. Sauf à imaginer que l'écolo-égoïsme qui caractérise les réactions d'une partie des Français depuis une quinzaine d'années, entamerait une phase descendante...

Pour ce qui concerne la nature, même si l'on additionne les différentes réponses qui concernent directement et indirectement ce thème, on n'atteint que 7%. Ce qui est peu et renvoi soit à un désintérêt, soit à la certitude, comme pour la question précédente, que tout est désormais parfaitement contrôlé, que la nature est sauvée. On peut aussi imaginer que la question de la pollution des rivières entre également dans la problématique de la protection de la nature puisqu'il s'agit d'un milieu naturel.

Pour le reste, nous n'avons pas discerné de cohérence ou de logique particulière dans l'analyse socio-culturelle. Simplement nous avons du mal à comprendre pourquoi les habitants de Paris et des grandes villes se sentent moins marqués et donc moins concernés que les ruraux, par l'adoption de la loi sur la pollution de l'air; alors que celle-ci est largement plus fréquente en milieu urbain.

Le 11 octobre 1997 - 18:07

Il nous reste, en tant que journalistes, à trouver un compromis entre les attentes affichées et l'importance que nous attribuons à tel ou tel thème; tant il est vrai, nous en avons déjà fait la remarque, que si nous avions suivi la pente des sondages dans les années 70 nous aurions pratiqué l'auto-censure et retardé certaines prises de conscience sur des sujets aujourd'hui jugés prioritaires.

### **Aperçu de l'évolution des sensibilités aux questions de l'environnement et de la protection de la nature dans les sondages**

L'historique des sondages liés à l'environnement n'est pas facile à étudier et à commenter et elle peut prendre un tour polémique. Pour plusieurs raisons.

*Première difficulté*, les instituts de sondage ou plus exactement peut-être leurs clients (sinon les deux...), ne se passionnent pas vraiment pour cet aspect de la société française. La régularité des enquêtes d'opinion portant sur ce thème n'a guère commencé à s'installer avant la fin des années 80. Ce qui coïncide, rappelons le pour ceux qui l'auraient déjà oublié, avec la première percée des écologistes sur le plan politique et plus exactement sur le plan électoral. Même regain pendant la seconde embellie des écologistes politiques au début des années 90. Seul, pratiquement, le CREDOC a commencé inclure de l'environnement dans son enquête régulière sur les "Conditions de vie et aspirations des Français".

Beaucoup des sondages, par voie de conséquences, portent cette marque indélébile de la liaison directe au succès des Verts supposés exclusivement en charge de ces questions. Le relatif désintérêt des grands instituts de sondage pour les problèmes de l'environnement et de la protection de la nature, pour ne pas dire cette méconnaissance d'un aspect de l'évolution de la société, on peut en trouver une preuve toute simple dans le livre "Oui, Non, Sans opinion, 50 ans de sondage IFOP" paru en 1990. Cette radiographie de la France à travers les sondages depuis la fin de la seconde guerre mondiale s'intéresse à la politique et à

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

de multiples questions de société, mais reste pratiquement muette sur les questions d'écologie, de protection de la nature et d'environnement; à l'exception de deux sondages. Le premier de 1978 qui place, avec 7% de réponses en ce sens, la pollution au quatrième rang des préoccupations des Français sondés, après le chômage, la hausse des prix et la sécurité. Le second, en 1983, ne porte que sur les priorités du Budget de l'Etat, plaçant l'environnement en neuvième position, à 3%. A croire cet ouvrage, ce qui est après tout possible mais peu plausible, l'IFOP n'aurait quasiment jamais interrogé les Français sur ces questions et surtout sur les détails de ce problème.

Dans une autre livre publié également en 1990, mais cette fois pour établir, comme depuis quelques années, le bilan de cette année là en matière de sondages et d'enquêtes d'opinion, la SOFRES fait exactement la même impasse. Plus surprenant encore, dans un ouvrage publié en 1993 (1), Odile Peixoto, de l'institut BVA, explique que sa société a commencé à faire régulièrement des études sur le Français et l'environnement en 1990; et que l'année suivante, c'est à dire en 1991, les journaux français...ont commencé à tenir régulièrement des rubriques environnement. Ce n'est pourtant quand même pas grâce à BVA que les journalistes et les journaux s'intéressent à l'environnement puisque que les dites rubriques existaient depuis au moins quinze ans, souvent plus. Le livre n'offre d'ailleurs qu'une analyse sociologico-humoristique (humour volontaire ou non, le doute est permis) qui n'apprend pas grand chose sur l'opinion des Français mais énormément sur les a-priori de l'auteur. Mais ce livre a au moins le mérite de montrer que des chercheurs-sociologues ne comprennent souvent pas grand chose aux questions d'environnement traitées depuis leurs laboratoires. Ainsi, au début des années 80, Alain Touraine qui pense toujours que les écologistes français sont nés aux Etats Unis (il n'est pas le seul) avait publié un livre consacré aux militants anti-nucléaires particulièrement "à côté de la plaque" pour ces raisons.

Souvent, les sondeurs professionnels (ou certains sociologues) réagissent comme les partis politiques: ils sont

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

plus ou moins consciemment persuadés que les écologistes et les problèmes d'environnement ont commencé à exister à partir du moment où ils les ont découverts.

*Deuxième difficulté:* situer notre sondage chez les lecteurs par rapport à d'autres n'est pas facile en raison du manque de régularité des enquêtes d'opinion portant sur l'environnement et la nature.

*Troisième difficulté:* la confusion faite par les sondeurs et de leurs clients entre l'environnement et les écologistes. Le manque de régularité et le mélange des genres rend aussi la lecture des sondages difficiles et leur interprétation souvent hasardeuse. Pourtant, il paraît que depuis le début des années 80, la question de l'environnement serait au troisième rang des thèmes les plus analysés en France..

*Quatrième difficulté:* probablement la plus importante dès que l'on envisage non seulement les interprétations mais également les comparaisons, la question du vocabulaire. Les notions de nuisance, de pollutions de l'air ou de l'eau, de protection de la nature, d'espaces naturels, de parcs, de réserves...sont allégrement mélangées. Il est parfois difficile de tenter d'imaginer ce que le sondé a bien pu penser ou imaginer d'un sondage à l'autre tant ces notions de protection et de pollutions sont exprimées de façons différentes. Ces sondages montrent aussi que dans les Instituts, le vocabulaire de l'environnement et de la protection de la nature n'est pas vraiment bien maîtrisé.

Le seul ouvrage remarquablement conçu, sans erreur de termes, avec une véritable volonté de comprendre des phénomènes d'opinion qui sont largement plus complexes que d'autres, est le petit livre de Michelle Dobré, "L'opinion publique et l'environnement" publié en 1995 par l'Institut Français de l'Environnement, avec la participation du CREDOC (voir extrait en encadré). C'est de ce livre et aussi d'autres travaux récents de l'IFEN et du CREDOC, que nous nous sommes en partie inspirés pour évoquer la période la plus récente dans notre effort de comparer les enquêtes d'opinion avec ce qui paraît dans la presse, avec ce

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

que semblent souhaiter les lecteurs et avec les difficultés qu'éprouvent les journalistes spécialisés.

### ***" L'environnement comme objet d'opinion".***

" Deux caractéristiques du thème de l'environnement sont réputés rendre délicate l'interprétation des sondages d'opinion à ce sujet. D'une part, la perception de l'environnement -et indirectement de la nature-, passe par la pratique et n'arrive pas souvent à être formalisé en tant qu'opinion proprement dite, à savoir comme une simple réponse à des questions formulées principalement par des gestionnaires, des responsables politiques ou des médias, chacun transposant à l'opinion leur vocabulaire et leurs présupposés particuliers: pour les gestionnaires, un découpage des problèmes qui ne signifie pas la même chose pour les gens, pour les médias, une certaine idée de ce qui doit intéresser le grand public dont ils se font les porte-parole.

D'autre part, le rapport à l'environnement étant structuré par des représentations spécifiques, dont les dimensions ne sont pas uniquement individuelles, mais sociales, historiques, culturelles, la relation à l'environnement serait inscrite dans des circonstances géographiques précises, dans l'espace de vie des groupes sociaux, rapporte à leurs valeurs, ce qui ne peut pas être saisi à travers des échantillons nationaux ou même à travers toute enquête quantitative. Saisir cette relation nécessite des enquêtes longues et coûteuses.

Ces deux difficultés pour connaître la place de l'environnement dans la société ne sont liés à la spécificité du thème de l'environnement, mais à la méthode employée pour accéder à cette connaissance.

Il reste que, entre des problèmes de la vie quotidienne et des problèmes formulés en termes techniques, il y a un décalage que viennent parfois compliquer les controverses médiatiques sur les thèmes d'environnement. Les problèmes d'environnement en tant que risques sont invisibles et lointains, alors que la perception mesurée dans les sondages fait référence à ce que l'on peut

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

saisir dans la vie quotidienne. Les connaissances supposées lorsque l'on pose des questions sur les risques globaux ou controversés ont une grande importance pour l'interprétation des réponses (2). Les travaux sur les représentations ont montré que les pratiques et la perception immédiate ("locale") de l'espace de vie avaient une influence sur les représentations de l'environnement. Le débat public, politique sur ces questions structure également ces représentations. Pour ce qui est de l'opinion proprement dite, c'est cette dernière influence qui est à prendre en compte. La modification de l'environnement n'est en fait que très rarement une perception immédiate ou locale de transformations visibles. Dans les questions de sondage, la perception est déjà l'analyse d'une situation supposée dans l'énoncé même de la question, souvent dramatisant: *épuisement* des ressources naturelles, *dépérissement* des forêts, *dégradation* de la qualité de l'air ou de l'eau, *destruction* de la couche d'ozone, *disparition* d'espèces animales ou végétales. Les termes du débat sont déjà construits lorsqu'ils sont proposés à l'opinion.

L'environnement complexe, polysémique, invisible, lointain, global, que nous venons d'évoquer est présent dans l'opinion suivant les niveaux d'analyse. Ainsi, demander aux Français s'ils sont concernés ou non par l'environnement rendrait inintelligible la réponse tant que nous ne disposons pas des définitions que les gens eux-même donnent de l'environnement. En même temps, cette difficulté de l'interprétation est réellement une impasse lorsqu'il s'agit de la connaissance de l'opinion. Car ce qui est recherché à travers la plupart des sondages ce n'est pas une conception "existentielle" de l'environnement, mais bien les positions des différents groupes par rapport à des problèmes d'environnement formulés en termes techniques ou médiatiques. Il n'y a pas de vérité au delà de ce que montrent les sondages. Dans le champ polysémique du terme environnement, se découpent dans un sondage d'opinion les définitions implicites de ceux qui formulent les questions. L'espace des opinions ainsi obtenues n'est cependant pas le pur reflet des questions que l'on pose.

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
L'environnement pour l'opinion, et non pas pour chaque individu dans sa vie de tous les jours, est bien ce conglomérat fait de problèmes traités par les médias, pris en charge par les politiques et géré par des techniciens. C'est donc bien l'environnement des actions de "protection" ou de "dégradation" qui est saisi par les sondages d'opinion. Dans ce sens, les opinions sur les problèmes d'environnement rejoignent les opinions politiques au sens large, en tant que jugements sur les actions qui relèvent de l'espace public. Les opinions sur l'environnement sont des opinions politiques parce qu'elles se structurent dans les termes du débat national, voire international sur l'environnement. Sont parties prenantes de ce débat les médias, les pouvoirs publics, les associations de défense de l'environnement, les scientifiques, les partis politiques. Cela gomme l'effet de proximité attendu pour certaines questions de sondage".

### **L'environnement de sondage en sondage**

Les commentaires très pertinents de Michelle Dobré permettent de mieux relativiser notre petit voyage à travers les dominantes ou les constantes des sondages tentant irrégulièrement, depuis les années 70, de mesurer les inquiétudes des Français (sondés) en matière d'environnement.

L'un des premiers "sondages" à avoir retenu notre attention est d'un genre un peu particulier: nous avons retrouvé une analyse du courrier reçu entre 1971 et 1973 par le cabinet du premier ministre de l'environnement, Robert Poujade. A travers les lettres de protestation et de demandes d'intervention, on peut se faire une idée de ce qui préoccupait les Français de cette époque: le bruit en premier et en second les mauvaises odeurs; viennent ensuite la destruction de la faune et de la flore, les atteintes aux sites, les atteintes aux paysages; la question de pollution de l'air venant en sixième et dernière position. A cette même période, c'est à dire en 1973, une enquête menée à travers les neuf pays formant à cette époque la Communauté européenne faisait apparaître (quelques mois avant le

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
premier choc pétrolier), que la pollution et la destruction de l'environnement venaient en tête des préoccupations des Européens, les Français se situant également dans cette fourchette d'opinion. En octobre 1976, tout comme en 1978, ces préoccupations européennes étaient passées au troisième rang. En 1982, toujours au niveau des neuf pays européens, la pollution pétrolière venait en premier (le naufrage de l'Amoco Cadiz datant de 1978). Cette crainte était suivie par celle des déchets chimiques, des déchets nucléaires, des pollutions transfrontières, de la pollution des eaux, de la disparition des forêts à l'échelle du monde, de la disparition des espèces (7 ème rang, donc), de la pollution de l'air et des changements climatiques. Cette même année en France, -toujours d'après ce sondage de la Commission européenne-, la crainte dominante concernait l'enlaidissement des paysages, suivi par la disparition des terres agricoles, le bruit, la pollution de l'air, l'insuffisance des espaces verts et la qualité de l'eau potable. La comparaison de ce sondage avec d'autres enquêtes reste cependant difficile en raison des différences méthodologiques.

Dans les sondages que nous avons consultés pour la période des années 70, il est évident que la question des "odeurs" que nous évoquons plus haut, a peu à peu été intégrée aux problèmes de pollution de l'air, les gens faisant progressivement la liaison entre les deux phénomènes, au fur et à mesure qu'ils seront mieux informés. Une fois expliqué et ré-expliqué que les "mauvaises odeurs" d'une usine ne sont pas seulement une gêne mais aussi un danger pour la santé et la végétation. Mais il est également vrai qu'historiquement, le premier texte visant à réduire la pollution de l'air, a été un décret de 1810 pris par Napoléon contre..."les mauvaises odeurs".

Dans ces sondages, le bruit va peu à peu régresser dans les craintes de Français au cours des années 70; désintérêt qui va se confirmer au cours des années 80 pour aboutir aujourd'hui à un effacement quasi complet dans les réponses. Peut-être aussi en partie l'effet de l'évolution de la formulation des questions.

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

L'une des difficultés majeures étant dans la constitution progressive de la notion d'environnement qui a mis du temps à remplacer, dans le sens commun, les concepts de "cadre de vie" et de "qualité de vie". Malgré tout, En juillet 1997 l'enquête publiée par l'Institut Français de l'Environnement place cette préoccupation "bruit" en huitième et dernière position. Le même rang, toujours pour l'IFEN, qu'en 1994, 1993 et 1990. La constante mérite quand même d'être signalée.

Dans les années 70, deux soucis vont se renforcer progressivement dans les enquêtes et sondages: la pollution de l'air et les menaces pesant sur la faune sauvage. Cette dernière va peu à peu prendre le pas sur la crainte envers la destruction des sites et paysages. La crainte envers le nucléaire, jusqu'à l'accident de Tchernobyl, restera toujours assez relative en France. Ce qui signifie qu'en 1977 par exemple, si 56 % des Français déclarent approuver la proposition de François Mitterrand, alors dans l'opposition, d'organiser un référendum sur le nucléaire civil, seulement 39% déclarent avoir l'intention de s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire près de chez eux, 51% déclarant qu'ils ne s'y opposeraient pas. A cette époque également, 45 % des Français -une majorité relative-, étaient partisans de la poursuite du programme d'équipement en réacteurs nucléaires. Deux ans plus tôt, un sondage BVA, expliquait que 2 % des Français s'inquiétaient du nucléaire civil, contre 30% pour l'insuffisance des parcs et espaces verts, 24 % de la pollution des rivières et 16% de la pollution de l'air. En France, la préoccupation envers le nucléaire est très liée aux accidents et aux grandes polémiques et donc, en partie, au traitement de ces questions dans les médias. Pas de préoccupation "de fond" comme en Allemagne, en Suède, en Autriche ou en Italie.

Les années 70 vont donc voir la préoccupation envers la faune sauvage augmenter régulièrement puis se stabiliser deux ou trois ans après le vote de la loi sur la Protection de la nature en juillet 1976, avant de décroître régulièrement pendant les années 80; les années "économistes" dites aussi "années-fric".

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
Cette décrue s'est stabilisée à partir de 1990 et la "préoccupation nature" commence aujourd'hui à remonter; parallèlement au regain de l'attrait des vacances nature ou à la campagne, exactement comme à la fin des années 70. Ceci en dépit d'une autre réalité déjà évoquée: beaucoup de Français sont souvent persuadés aujourd'hui que la protection de la faune et la mise en place des espaces protégés ont réglé positivement et définitivement cette question sur le territoire français. D'où, on l'a vu, une demande assez faible envers les médias. Dans les enquêtes de l'IFEN, qui correspondent grosso modo à d'autres, la préoccupation de la sauvegarde de la faune et de la flore, est passée du sixième au quatrième rang entre 1990 et 1993; Avant de revenir au cinquième rang en 1994 puis au sixième rang en 1997. Mais cette année là, quand on demande aux Français quels sont les animaux qu'il faut protéger d'urgence, ils placent en premier, toujours selon l'IFEN, la cigogne blanche, suivie dans l'ordre par le faucon pèlerin, l'aigle royal et l'ours. Preuve qu'ils connaissent assez bien ces questions et qu'elles font partie de celles qu'ils suivent assez attentivement. Mais il est vrai aussi que les pourcentages (de "concernés") montent en fonction des revenus et du niveau des diplômes obtenus. Dans le même esprit, d'autres sondages (SOFRES, CSA) montrent la montée en puissance de la "sympathie" envers l'ours et le loup alors que ces deux animaux ne sont plus considérés comme des "événements".

Peu à peu, si l'on écarte la préoccupation envers le nucléaire très liée avec les événements extérieurs, ce sont la qualité de l'air et la qualité de l'eau qui se sont installées en tête des sondages. Et par qualité de l'eau, il doit être bien entendu qu'il ne s'agit pas seulement de la qualité de l'eau au robinet qui relève de la "sécurité alimentaire", mais plus généralement de la pollution des fleuves et des rivières. Ces deux soucis ont peu à peu "détrôné" la question des déchets pour s'installer en tête des sondages et enquêtes. Ils y sont restés depuis 1992, la pollution de l'air étant plus généralement au premier rang. Toujours suivie par la pollution des rivières, la question des déchets et le nucléaire (IFEN, BVA, SOFRES).

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

En fait, cette préoccupation de la qualité de l'air a commencé à s'installer souvent au premier rang vers la fin des années 80: en 1989 un sondage de la SOFRES pour le Figaro, la plaçait en tête suivie par la pollution de l'eau, les déchets, le bruit qui faisait un retour provisoire et surprenant, la qualité de l'eau du robinet, les atteintes au paysage, le manque d'espaces verts et l'urbanisme sauvage. La même année, un autre sondage (SOFRES) donnait dans l'ordre le quarté suivant: la pollution de l'air, la crainte des déchets, la couche d'ozone et le nucléaire. Quasiment le même classement que pour le CREDOC en 1996, le souci pour la couche d'ozone ayant simplement disparu ou ayant plus exactement plongé dans les profondeurs du classement; à moins, belle illustration de la relativité des sondages, que les enquêteurs n'aient tout simplement pas posé la question parce que les journaux n'en parlaient plus.

Toujours selon le CREDOC, entre 1991 et 1996, le pourcentage des Français qui placent les problèmes d'environnement en tête de leurs préoccupations est passé de 12 à 7,9%. L'effet de la crise, de la peur des guerres, de l'angoisse du chômage et des préoccupations de santé liées, mais pas seulement, au SIDA. D'après ces enquêtes, la préoccupation envers les questions de l'environnement, sur cette même période, croit aussi en fonction du niveau de diplôme d'une part et du niveau des revenus d'autre part. Comme si, voir sur ce point le détail des réponses à notre sondage, le degré d'information avait vraiment une conséquence directe sur la prise de conscience des problèmes de l'environnement.

On ajoutera, en guise de première conclusion, qu'en 1994, d'après la SOFRES, 67 % des Français estimaient que l'état de *l'environnement* (mais c'est quoi *l'environnement* ?) en France s'était dégradé au cours des vingt années précédentes. Pour l'IFEN, depuis 1985, le pourcentage des gens qui estiment -c'est un peu différent et cela renvoie à la difficile question du vocabulaire- que *la nature* est plus dégradée que dix ans auparavant, reste stable autour de 72 %; le chiffre est de 77 % pour les habitants de la région parisienne et de 71% pour ceux

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====

qui vivent dans des communes de moins de 2000 habitants. Une différence somme toute assez peu importante alors que l'environnement des premiers diffère énormément de l'environnement des autres.

Pour clore ce rapide survol destiné à éclairer les résultats de notre sondage, le mieux est de rappeler les résultats de la dernière enquête de l'IFEN effectuée en 1997 auprès de 2005 personnes âgées de plus de 18 ans. Non sans avoir souligné que cette évolution des "classements" des sondages depuis 1970 correspond à peu près à l'évolution des thèmes que les journalistes ont estimé "porteur" au cours de cette période. A l'exception d'une seul qui a pratiquement disparu en tant que tel: celui des énergies renouvelables (soleil, vent, géothermie, méthane, etc.).

A la question posée en 1997, "Quelles sont selon vous les deux actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine de l'environnement, les réponses (cumulées) sont les suivantes:

- Réduction de la pollution de l'air ou atmosphère: (a) 59%
- Lutte contre la pollution de l'eau, des rivières et lacs: 39
- Elimination et tri des déchets: (b) 20
- Lutte contre les risques de l'industrie nucléaire: 20
- Développement de technologies respectant l'environnement: 20
- Sauvegarde des plantes et des animaux: 16,5
- Protection des paysages: 13
- Lutte contre le bruit: 12

(a) contre 46 trois ans plus tôt (b) contre 35 trois ans plus tôt, le reste sans évolution sensible.

Enquête livrée avec une dernière remarque à propos des ambiguïtés liées aux sondages: les priorités assignées au gouvernement ne sont pas forcément l'expression d'une crainte mais peut-être simplement une indication d'une responsabilité ou d'une efficacité supposées...

Au gré des sondages et des enquêtes, les préoccupations apparentes des Français à propos de l'environnement sont donc réelles mais elles sont loin d'être stabilisées. L'actualité et

Le 11 octobre 1997 - 18:07

=====  
les priorités dans la presse (des "dadas" aux "marronniers) ont une responsabilité importante dans l'évolution de la sensibilité du public. Il y a des modes et beaucoup de hasards qui orientent des séries d'articles, d'enquêtes et de reportages: effets "boule de neige" d'un média à l'autre, entraînement d'une rédaction en chef à une autre, désir de renchérir d'un concurrent à l'autre, retombées des scoops, etc. La presse, contrairement à ce que croient beaucoup d'intellectuels et de *Français moyens*, reste plus souvent soumise à des impondérables qu'à de mystérieux chefs d'orchestre qui décideraient partout des sujets à traiter. Des modes enfin, dans l'épanouissement desquelles le ministère de l'environnement joue un rôle, au rythme de ses communications et de ses projets de loi, parfois même de ses échecs. Ainsi, en 1997, à chaque fois qu'un journal a cru (prématurément) que la question de la "pastille verte" était définitivement résolue, les articles se sont répandus et répondus d'un journal à l'autre comme une traînée de poudre.

Regrettons une dernière fois que le vocabulaire employé par les différents instituts ne soient pas "normalisé" et qu'ils usent de termes souvent liés à des idées reçues (voire à des fantasmes...). Situation qui biaise la comparaison des différentes enquêtes et peut expliquer les différences parfois importantes relevées pour un même thème.

Dernier point dont le rappel est nécessaire pour nous situer d'une autre façon par rapport à nos lecteurs, nos auditeurs et nos téléspectateurs: dans un sondage effectué par l'institut BVA en 1993, les personnes interrogées sur l'efficacité d'un certain nombre d'acteurs sociaux, d'associations ou d'institutions pour garantir la préservation de l'environnement sur une dizaine de thèmes, les journalistes arrivent bons derniers. Le pourcentage de gens qui leur font confiance pour faire avancer les choses oscille de 1 % , pour la qualité de l'air à 5% pour les grands espaces naturels. De quoi nous inciter à la modestie et la persévérance.

(1) Les Français et l'environnement, de Gaïa à Macintosh, Editions de l'environnement.